

Profil de l'année politique (septembre 1983 - août 1984)

OLIVIER DUHAMEL et JEAN-LUC PARODI

Comme ceux des années précédentes (1), ce sixième « Profil de l'année politique » a pour principal objet d'en établir, *au vu des sondages*, les étapes, les temps forts et les spécificités. De cette période caractérisée par la démoralisation économique et sociale de l'opinion, largement structurée par la préparation de l'élection européenne (2) et marquée durant l'été par une nouvelle controverse sur les sondages, on retiendra principalement les nouveaux records absolus d'insatisfaction d'un Président de la République et d'un Premier ministre sous la V^e République, l'apparition du Front national, le nouveau record d'impopularité du PC, le dépassement au moins provisoire du PS par le RPR, la restructuration de l'image de S. Veil, et la poursuite de la remontée de R. Barre.

Dans la diversité des enquêtes publiées au cours de cette période, on se contentera de citer, outre les différentes études sur les gouvernants, les hommes politiques et les partis signalés plus loin, la grande enquête sur « Les Français et les institutions, vingt-cinq ans après la naissance

(1) Voir cette chronique, *Pouvoirs*, n° 11, p. 173-181 ; n° 15, p. 153-162 ; n° 19, p. 153-162 ; n° 23, p. 151-166 ; n° 27, p. 159-174.

(2) Du point de vue des sondages, l'élection européenne du 17 juin 1984 a été caractérisée par la multiplication des enquêtes à la « sortie des urnes » : IFOP-RTL, *Le Point* (premiers résultats dans *Le Point*, 18 juin 1984 ; analyse développée dans : Jean-Luc Parodi, Les cinq absents de l'élection européenne, *Revue politique et parlementaire*, n°s 910 et 911), SOFRES-TF1-*Nouvel Observateur* (premiers résultats dans *Le Nouvel Observateur*, 22 juin 1984, analyse développée à paraître dans SOFRES, *Opinion publique, 1985*, Gall., 1985), Bull-BVA-Antenne 2-*Le Parisien libéré* (résultats détaillés dans *Le Parisien libéré*, dossier spécial, Radiographie du scrutin, 1984, 28 p. ; voir aussi *Libération*, 19 juin 1984). Le bilan des enquêtes préélectorales est tiré dans cette chronique, Olivier Duhamel et Jean-Luc Parodi, Les sondages et la campagne européenne de 1984, *Pouvoirs*, n° 30. A signaler enfin l'enquête d'AESOP, Comment votent les Français ?, *L'Express*, 8 juin 1984.

de la V^e République » (3), la série d'études suscitées par les élections à la Sécurité sociale d'octobre 1983 (4), l'étude du CREDOC sur les conditions de vie et les aspirations des Français (5), les sondages sur la gauche et la droite (6), les restructurations industrielles (7), le racisme (8), les « peurs de l'Occident » (9), les chômeurs (10). Au chapitre des innovations, on mentionnera la première enquête auprès de manifestants (11), le sondage téléphonique auprès de militants communistes nominalement repérés dans les colonnes de *L'Humanité*, ce qui n'est pas sans poser quelques problèmes déontologiques (12), enfin l'analyse de segmentation du vote de gauche et du vote de droite aux élections municipales (13). Mentionnons pour terminer la création par la SOFRES de la revue annuelle *Opinion publique* aux éditions Gallimard (14) dont le premier volume rassemble et analyse les sondages les plus intéressants et les plus significatifs effectués par la SOFRES en 1983, l'ouvrage comparatif de Jean Stoetzel sur *Les valeurs du temps présent* (15), l'impressionnant recensement des sondages sur la religion de Jacques Sutter (16), enfin le premier ouvrage français sur le droit des sondages politiques (17).

• La cote (IFOP) du Président de la République (graphique 1) se caractérise par la permanence du mécontentement majoritaire, les sur-

(3) SOFRES-*Figaro*, 28 septembre 1983 ; analyse détaillée d'Olivier Duhamel dans *Le Monde*, 4 octobre 1983, reprise dans SOFRES, *Opinion publique 1984*, Gallimard, 1984, p. 103-114. Pour une mise en perspective historique, voir Jean-Luc Parodi et François Platone, L'adoption par les gouvernés, *Revue française de Science politique*, 1984 (numéro spécial sur la constitution de la V^e République).

(4) IFOP-*Le Point*, 19 septembre 1983, SOFRES-*Figaro*, 17 octobre 1983, et surtout l'enquête à la « sortie des urnes » IFOP-Ministère des affaires sociales. Résultats partiels dans IFOP, *SSU-Sondages sortie des urnes, Radiographie des électeurs*, 1984, 139 p. Voir aussi les élections Sécurité sociale, Notes et documents du BRAEC-CFDT, n° 28, juin 1984. Pour la mise en perspective, cette chronique, *Pouvoirs*, n° 26, p. 153-163.

(5) Voir l'analyse de Michel Forsé et Ludovic Lebart, 1983, Un réalisme morose, *Observations et diagnostics économiques*, n° 8, juillet 1984.

(6) L'évolution des mentalités politiques, SOFRES-*Figaro*, 20 décembre 1983 ; la droite n'a pas encore gagné la bataille des idées, SOFRES-*Magazine-Hebdo*, 3 février 1984.

(7) SOFRES, *Libération*, 6 février 1984.

(8) IFOP, *L'Humanité-Dimanche*, 29 janvier 1984.

(9) L. Harris-France, *Le Matin*, 29 novembre 1983.

(10) La planète des chômeurs, BVA-*L'Expansion*, 2 mars 1984.

(11) Les manifestants de Versailles, *Quotas-Magazine-Hebdo*, 9 mars 1984.

(12) ICSP-RES, *La Vie française*, 9 avril 1984.

(13) Etes-vous de gauche ou de droite ?, *Le Point*, 11 juin 1984.

(14) Olivier Duhamel, Elisabeth Dupoirier, Jérôme Jaffré, *Opinion publique 1984*, Gallimard, 1984, 290 p.

(15) Jean Stoetzel, *Les valeurs du temps présent. Une enquête européenne*, PUF, 1983, 320 p.

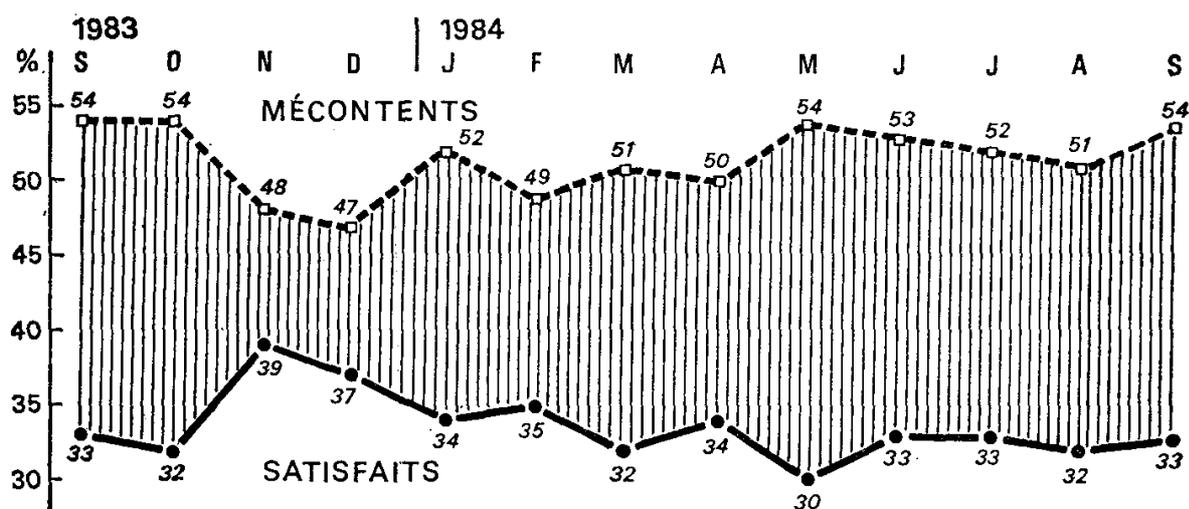
(16) Jacques Sutter, *La vie religieuse des Français à travers les sondages d'opinion (1944-1976)*, CNRS, 2 vol., 1 350 p.

(17) Alexandre Lazareff, *Le droit des sondages politiques. Analyse de la réglementation française*, LGDJ, 1984, 128 p.

sauts de politique extérieure, et les nouveaux records absolus d'impopularité de toute la V^e République. Pour l'ensemble de l'année, le mécontentement moyen touche 51,3 % des personnes interrogées, la satisfaction seulement 33,6 %. Encore ce chiffre eût-il été inférieur si, à deux reprises, l'évolution générale à la baisse n'avait été contrebalancée par des mouvements en sens contraires liés à des actions présidentielles de politique étrangère : plus 7 points en novembre 1983 après le voyage éclair à Beyrouth, plus 5 points en avril 1984 après le séjour aux Etats-Unis (18). Dans les deux cas les difficultés économiques et sociales en ont très vite gommé les effets bénéfiques. Cette régression a atteint en 1984 le niveau le plus bas qu'ait connu un Président de la V^e République.

De Gaulle n'était jamais descendu au-dessous de 42 % de satisfaits, en mars 1963, au moment de la grande grève des mineurs, ni Georges Pompidou au-dessous de 47 % en décembre 1969. A son tour, Valéry Giscard d'Estaing avait, à plusieurs reprises, battu ces records en décembre 1976

Une impopularité record



GRAPHIQUE 1. — La courbe de popularité (IFOP) de F. Mitterrand, Président de la République (septembre 1983-septembre 1984)

(18) Le sondage d'avril n'enregistre qu'une hausse de 2 points, mais ce chiffre résulte en réalité d'un double mouvement contradictoire qu'explique le calendrier de l'action présidentielle : l'enquête mesure successivement l'effet du voyage américain et l'annonce du plan de restructuration de la sidérurgie : arrêté au 30 mars, le sondage aurait enregistré une poussée d'environ 5 points ; commencé au 31 mars, il aurait au contraire trouvé une baisse de 3 points. Voir *Le Journal du Dimanche*, 8 avril 1984. Sur la popularité présidentielle, voir le mémoire de Philippe Habert, *F. Mitterrand devant l'opinion 1981-1984*. Mém. IEP 1984, 171 p., et Jacques Lecaillon, *La popularité du Président. Stagnation économique et perspectives électorales*, *Commentaire*, 26, été 1984.

avec 37 % seulement de satisfaits puis, dans la tourmente de la pré-campagne présidentielle, avec 35 %. Pour la troisième fois, François Mitterrand efface ces limites en descendant à 32 % seulement en octobre 1983 et mars 1984 et à 30 % en mai 1984. Il est vrai que les deux premiers chefs d'Etat avaient encore présidé à la croissance, alors que Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand sont des Présidents de la crise, avec ses attentes excessives et ses désillusions inévitables. Au total, en trois ans, ce sont près de 16 % de Français, soit plus de cinq millions d'électeurs, qui sont passés de la satisfaction au mécontentement.

Ce mécontentement global se retrouve dans la plupart des catégories de l'opinion. Jamais, depuis le 10 mai 1981, on n'avait trouvé aussi peu de jeunes (29 % seulement des 18-24 ans et 32 % des 25-34 ans) et aussi peu d'ouvriers (32 %) pour se déclarer satisfaits de l'action présidentielle.

Un triple recul donne la clé de ce mécontentement record. Depuis trois ans, la popularité mitterrandienne dépend des plans de rigueur successifs : décrochages de juin-juillet 1982 (moins 6 et moins 7 points) après le sommet de Versailles, recul d'avril-mai 1983 (moins 7 et moins 5 points) après les municipales ; leur effet d'annonce a probablement été à chaque fois renforcé par leur décalage avec le discours politique antérieur.

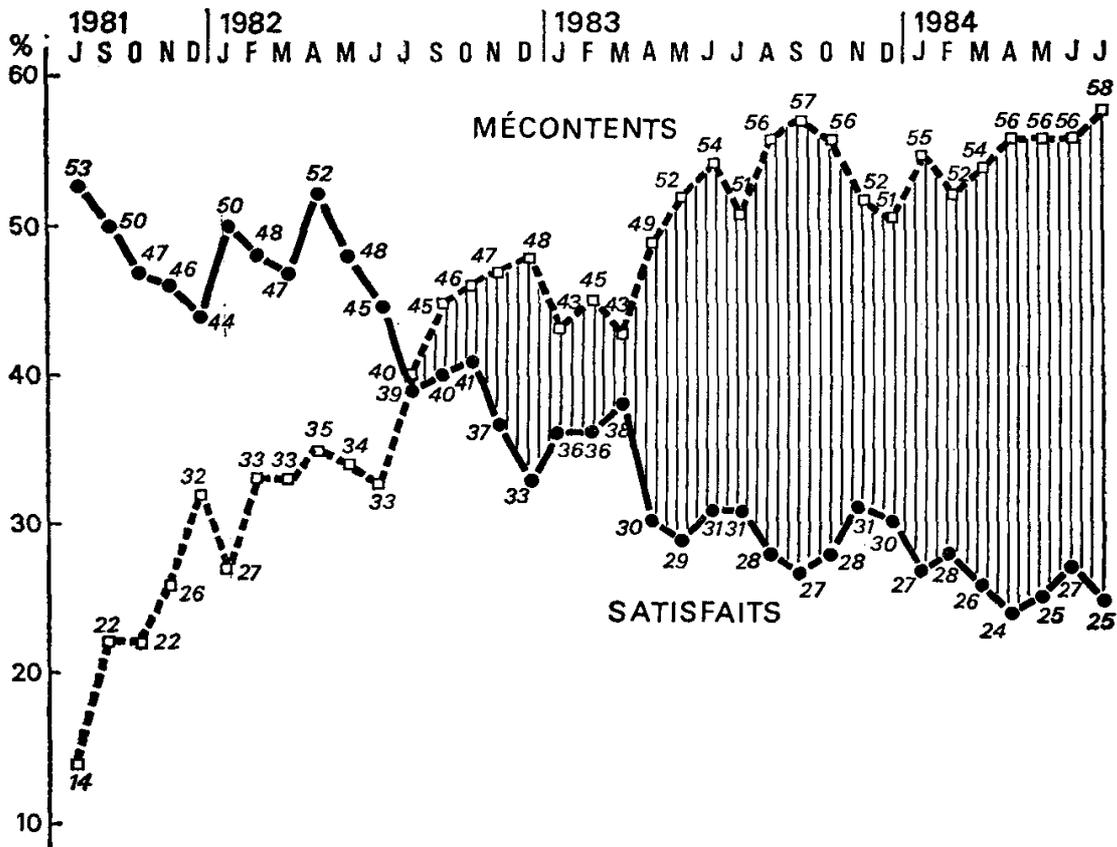
Il aurait été surprenant qu'à son tour le plan acier (et là encore son décalage avec les propos de la campagne présidentielle) ne déclençât pas une baisse nouvelle. La discorde qu'il a provoquée dans les rangs de la majorité est venue encore accentuer son effet. Il en avait été de même pour Valéry Giscard d'Estaing à l'automne 1976 (moins 14 points en quatre mois), en février 1979 (moins 6 points) et en décembre 1980 (moins 7 points en trois mois) quand la désunion de la majorité d'alors et le discours critique du RPR avaient entraîné de fortes baisses de la popularité giscardienne. Dans ce type de situation, les critiques menées de l'intérieur exercent un effet décapant qui dépasse la seule sphère des sympathisants et accentue l'inquiétude du marais.

C'est d'ailleurs dans les rangs communistes que se manifeste un trouble grandissant : la proportion moyenne de ceux qui se déclarent satisfaits de F. Mitterrand descend de 63 % pour le premier semestre (septembre 1983-février 1984) à 54 % pour le second. A trois reprises, en octobre 1983, en mars et en août 1984, le pourcentage tombe au-dessous de 50 %.

A mi-chemin de son mandat (19), le Président de la République connaît une désaffection profonde, qui affecte tous les groupes sociaux et ne le laisse majoritaire à la fin de l'année que chez les seuls sympathisants socialistes.

● La cote IFOP du Premier ministre présente son habituel parallélisme (et son décalage traditionnel) avec celle du Président de la République.

(19) Voir les enquêtes sur le bilan des trois premières années de la gauche au pouvoir, SOFRES - *Sud-Ouest*, 10 mai 1984, IFOP - *Magazine-Hebdo*, 11 mai 1984, BVA - *Paris-Match* daté du 18 mai 1984.



GRAPHIQUE 2. — La courbe de popularité (IFOP) de P. Mauroy Premier ministre (juin 1981-juillet 1984)

Moins sensible, et pour cause, aux redressements éphémères de politique étrangère, plus 3 points seulement en novembre 1984 (plus 7 points pour F. Mitterrand), moins 1 point en avril (plus 2 pour F. Mitterrand), P. Mauroy, avec 24 % seulement de satisfaits, dépasse en avril 1984 après l'annonce du plan acier le record absolu d'impopularité d'un Premier ministre sous la Ve République, jusqu'alors obtenu par Raymond Barre (20).

Nouveau Premier ministre, Laurent Fabius bénéficie, avec 29 % de satisfaits et 15 % seulement de mécontents (56 % de sans opinion), de l'ambiguïté des commencements. Pour la première fois depuis deux ans, la cote du Premier ministre n'est pas majoritairement défavorable. Mais, pour Laurent Fabius, elle reste très inférieure aux résultats des enquêtes sur son image, faites au lendemain de sa nomination (21). Mesure de la personnalité et mesure de l'action sont en effet deux choses différentes. Laurent Fabius connaît en fait le sort des nouveaux Premiers ministres quand ils sont peu connus de l'opinion. Ainsi, Jacques Chirac en 1974

(20) 25 % en février 1981. Sur P. Mauroy, voir Infométrie, Les Français jugent Mauroy, *Magazine-Hebdo*, 14 octobre 1983.

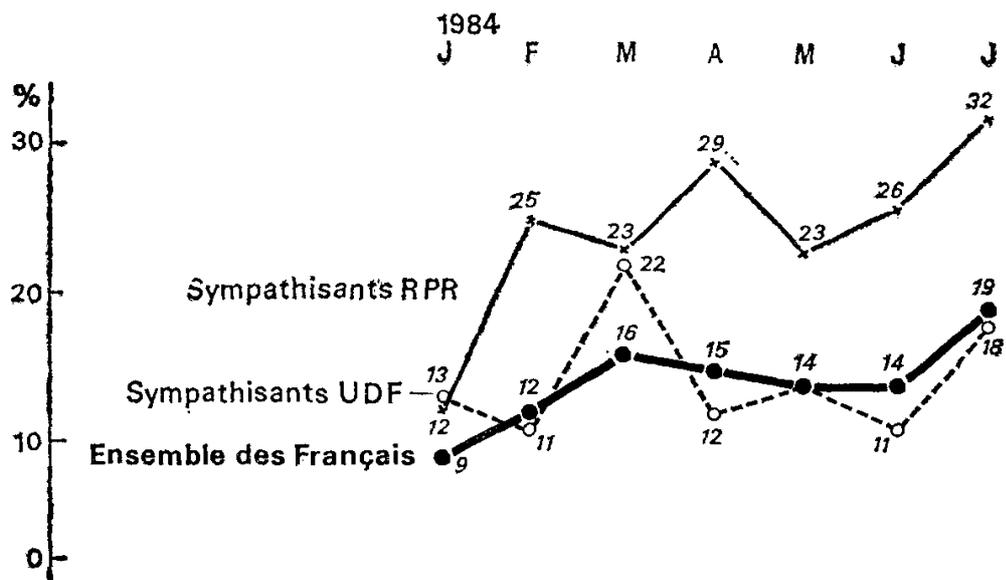
(21) Voir L. Harris France, *Le Parisien Libéré*, 21 juillet 1984 ; IFOP, *Journal du Dimanche*, 22 juillet 1984 ; Gallup, Faits et opinions, *L'Express*, 27 juillet 1984 ; et, à la rigueur, IPSOS, *Le Point*, 23 juillet 1984.

n'avait-il débuté qu'à 34 % de satisfaits (20 % de mécontents), Georges Pompidou en 1962 à 30 % (19 % de mécontents), Pierre Messmer en 1972 à 23 % (13 % de mécontents) et Raymond Barre en 1976 à 18 % seulement (15 % de mécontents) :

<i>Les commencements (IFOP) :</i>	Satis- faits %	Mécon- tents %	NSP %
Michel Debré (février 1959)	32	31	37
Georges Pompidou (juin 1962)	30	19	51
M. Couve de Murville (septembre 1968)	47	16	37
J. Chaban-Delmas (juillet 1969)	46	10	44
Pierre Messmer (juillet 1972)	23	13	64
Jacques Chirac (juin 1974)	34	20	46
Raymond Barre (septembre 1976)	18	15	67
Pierre Mauroy (juin 1981)	53	14	33
Laurent Fabius (septembre 1984)	29	15	56

• Du côté des *partis*, la principale nouveauté de l'année politique 1983-1984 réside dans l'apparition du Front national. Entraperçu lors des élections municipales de mars 1983, le phénomène se révèle vraiment au début de notre période avec l'élection municipale recommencée à Dreux en septembre : le Front national obtient 16,7 % au 1^{er} tour et fusionne avec la liste RPR-UDF pour le 2^e tour. Jean-Marie Le Pen ne peut plus être ignoré. Il conquiert la légitimité d'une présence dans le baromètre mensuel de la SOFRES.

L'apparition de Le Pen



GRAPHIQUE 3. — L'évolution de la cote d'avenir de Jean-Marie Le Pen (SOFRES)

La cote d'avenir du leader du Front national possède trois caractéristiques :

- une progression marquée par deux temps forts : la précampagne européenne, le choc des résultats du scrutin. La courbe de Le Pen atteint son premier point culminant (16 %) au baromètre de mars 1984, c'est-à-dire dans l'enquête réalisée du 17 au 23 février, soit quelques jours après sa participation à la grande émission télévisée d'Antenne 2, « L'Heure de Vérité ». La seconde progression apparaît au lendemain du scrutin européen, où le Front national atteint 11 % des voix ;
- une hésitation des sympathisants de la gauche à l'égard de ce nouveau personnage. Ainsi le rejet de Le Pen n'est-il pas spontané. Lors de sa première apparition au baromètre (janvier), sa cote d'avenir est de 11 % auprès des sympathisants communistes (soit deux points de plus que le chiffre d'ensemble), 8 % chez les sympathisants socialistes. La perturbation est particulièrement sensible chez les communistes, où la courbe Le Pen est totalement en dents de scie (11 % en janvier, 4 % en février, 9 % en mars, 5 % en avril, 9 % en mai, 5 % en juin, 10 % en juillet), tandis que les oscillations sont moindres chez les socialistes, toujours plus rétifs (sauf en juin : 9 %) ;
- une attirance particulière des sympathisants RPR. Sauf dans la première enquête, c'est toujours chez eux que Le Pen recueille son meilleur score. Tandis que les sympathisants UDF sont moins nombreux que l'ensemble à « souhaiter lui voir jouer un rôle important au cours des mois et des années à venir ».

D'autres enquêtes de la SOFRES attestent la montée de l'extrême droite chez les sympathisants de la droite parlementaire classique :

« A l'avenir, souhaitez-vous qu'il y ait entre l'opposition (RPR et UDF) et l'extrême droite (le Front national par exemple) une entente en vue des prochaines élections législatives (des investitures communes de candidats par exemple) ? »

	Sympathisants UDF		Sympathisants RPR	
	Octobre 1983	Mai 1984	Octobre 1983	Mai 1984
Le souhaite	28 %	46 %	47 %	62 %
Ne le souhaite pas	52 -	43 -	43 -	30 -

SOFRES, 5-10 mai 1984, groupe de journaux de province.

Elles confirment le tropisme accentué des sympathisants RPR vers le Front national.

Parallèlement à l'émergence de l'extrême droite, l'opposition parlementaire a poursuivi sa remontée dans l'opinion. « La fin de l'hégémonie socialiste », repérée dans le précédent Profil de l'année se conclut, à la fin de la période Mauroy, par le dépassement provisoire du PS par le RPR.

	Ensemble des Français	Sympa- thisants UDF	Sympa- thisants RPR
Sympathie pour Jean-Marie Le Pen	18 %	24 %	37 %
Approuvent ses positions sur			
— les immigrés	28 -	32 -	45 -
— la sécurité et la justice	26 -	34 -	47 -
— la lutte contre le communisme	25 -	38 -	59 -
Pensent que l'extrême droite ne représente pas actuelle- ment un danger pour la démocratie en France	44 -	58 -	64 -

SOFRES, 5-10 mai 1984, groupe de journaux de province.

Le RPR, « premier parti de France »

La cote des partis politiques
(% de « bonne opinion », SOFRES)

Baromètre (dates d'enquête)	1983		1984			
	Sept. (18-24 août)	Oct. (16-23 sept.)	Nov. (21-26 oct.)	Déc. (18-23 nov.)	Janv. (21-26 déc.)	Févr. (20-26 janv.)
RPR	39	42	42	44	40	42
PS	47	42	45	47	46	47
UDF	38	39	40	40	39	40
PC	20	19	19	18	19	18
Front national	—	—	—	—	9	11

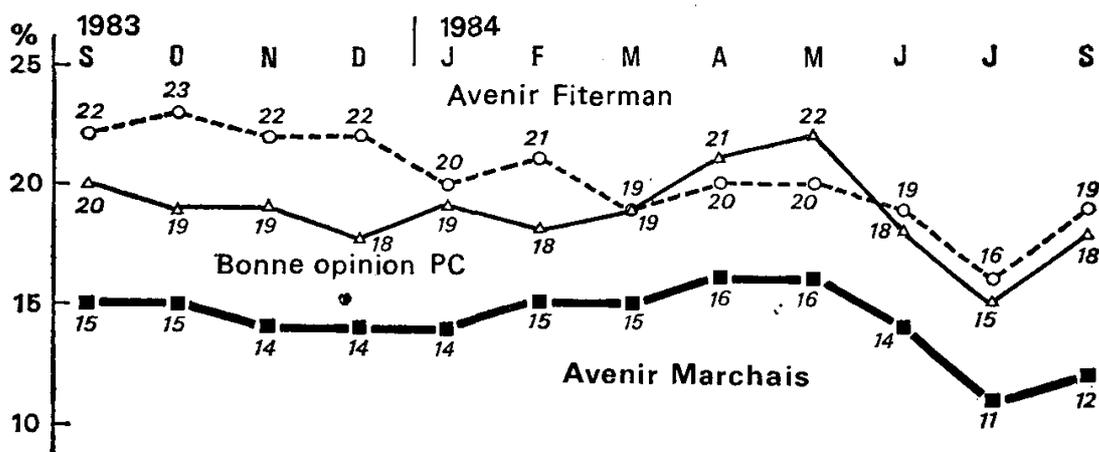
Baromètre (dates d'enquête)	1984					
	Mars (17-22 févr.)	Avril (23-28 mars)	Mai (19-26 avril)	Juin (18-23 mai)	Juillet (22-28 juin)	Sept. (22-29 août)
RPR	41	43	42	45	46	39
PS	46	46	46	45	44	45
UDF	39	39	41	42	42	34
PC	19	21	22	18	15	18
Front national	13	14	14	13	17	14

Traditionnellement, le ps était le seul parti de France à posséder un indice d'opinion positif — il devient négatif (— 3 en juillet) et c'est le RPR qui détient alors l'exclusivité de bonnes opinions supérieures aux mauvaises (+ 6 en juillet).

Le bouleversement de la hiérarchie se double d'un bouleversement de la structure. Il résulte de la combinaison de l'apparition du Front national et la poursuite de la chute communiste. Le système politique français comporte désormais, au plan de l'opinion publique, trois partis centraux dont l'image est à peu près équilibrée (RPR, UDF, PS) et deux partis périphériques, fortement rejetés (PC, Front national) (22).

• A la veille du changement de Gouvernement et du départ des ministres communistes, le PC touche le fond : moins d'opinions positives que le Front national (15 % contre 17 %), nettement plus d'opinions négatives que lui (74 % contre 63 %), et le plus mauvais indice que le Parti communiste ait jamais connu (— 59). Ses dirigeants suivent le parti dans sa chute.

La chute communiste



GRAPHIQUE 4. — L'évolution du PC et de ses leaders (SOFRES)

• Durant cette dernière année ministérielle du PC, Charles Fiterman est resté plus populaire que Georges Marchais. Tant et si bien que, l'échec communiste au scrutin européen du 17 juin aidant, le leadership du secrétaire général du PC a paru remis en cause. Mais le départ du Gouvernement change les données du problème. De surcroît, Georges Marchais a toujours été, chez les communistes, plus populaire que Charles Fiterman — même si sa surpopularité s'estompe sérieusement au lendemain du 17 juin (23).

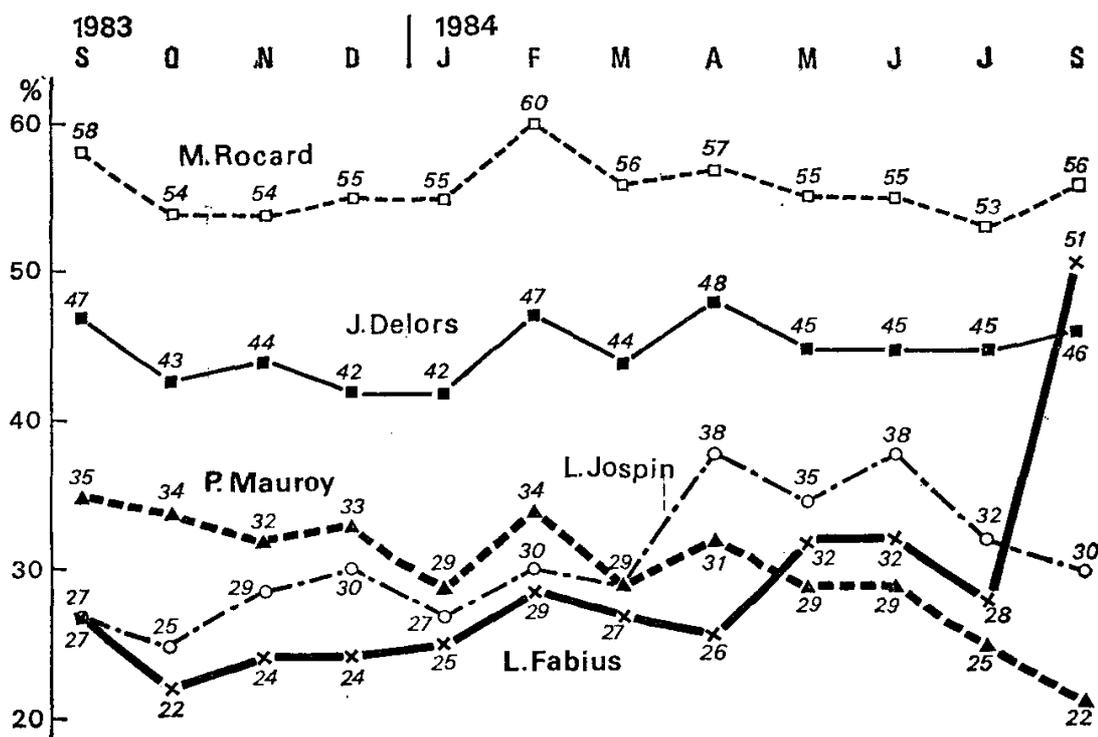
(22) SOFRES, Le rejet des extrêmes, *Le Point*, 30 janvier 1984.

(23) Voir prochaine chronique dans *Pouvoirs* n° 32.

• Du côté socialiste, l'année politique secoue également les leaderships, *avant* même le changement de Premier ministre. Rien de nouveau au sommet de la popularité. Michel Rocard conserve son hégémonie consensuelle (24), puisqu'il est tout à la fois et constamment :

- la personnalité politique la plus populaire (56 % en moyenne de septembre à juillet ; Simone Veil n'obtient une cote d'avenir égale qu'une seule fois, au baromètre de juin 1984) ;
- le plus populaire chez les socialistes (79 % en moyenne de septembre à juillet) ;
- le seul à figurer toujours parmi les cinq plus populaires auprès des sympathisants des quatre grands (au baromètre de juillet, il est ainsi 4^e chez les sympathisants communistes avec 50 %, 1^{er} chez les socialistes avec 79 %, 4^e chez les UDF avec 47 %, 4^e chez les RPR avec 41 %).

Printemps 1984 : Jospin et Fabius



GRAPHIQUE 5. — L'évolution de la cote d'avenir des dirigeants socialistes (SOFRES)

Jacques Delors relève d'un autre type, faute d'être vraiment populaire au PC (43 % contre 46 % à Fabius, 50 % à Rocard, 57 % à Mauroy et à Jospin à la veille du changement de Gouvernement), ou au RPR (37 %). Mais

(24) Gallup, Faits et opinions, L'image de Michel Rocard, *L'Express*, 18 novembre 1983.

la nouveauté se situe en deçà, avec les popularités nouvelles de Lionel Jospin et Laurent Fabius, et la descente de Pierre Mauroy, qui précède son départ.

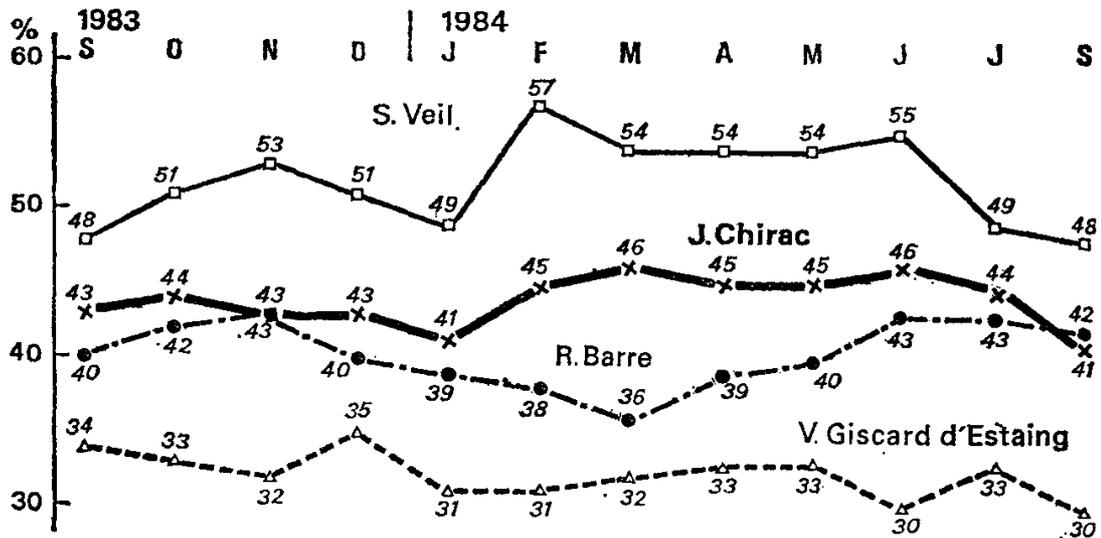
L'ascension de Lionel Jospin est le produit de la campagne européenne, il progresse de façon spectaculaire chez les sympathisants socialistes : en avril, il passe de 56 % à 78 % et devient, après Rocard, le plus populaire. Celle de Laurent Fabius suit la conférence de presse du Président de la République qui prescrit « que le ministre de l'industrie et de la recherche... rassemble dans ses mains des pouvoirs exceptionnels qui lui permettent de mettre en œuvre le plan de restructuration » (4 avril 1984). Dans le baromètre suivant (mai), Laurent Fabius gagne 5 points chez les communistes (44 %), 12 chez les socialistes (58 %), 4 chez les UDF (19 %), 8 chez les RPR (17 %). Le printemps sert ainsi de transition et annonce la période Fabius. Nommé Premier ministre le 17 juillet 1984, il faudra attendre le baromètre de septembre pour enregistrer le véritable envol de sa cote d'avenir (25).

• Unique permanence d'une année riche en changements, les dirigeants de l'opposition se situent dans la même hiérarchie des popularités que l'année dernière.

Simone Veil domine toujours, mais la campagne européenne a restructuré son image, qui perd ses traits consensuels. Devenant tête de liste de l'opposition, Simone Veil est beaucoup moins populaire chez les socialistes (elle y perd 13 points au baromètre d'avril, passant de 50 % à 37 %, et 7 points à nouveau au baromètre de juin — enquête effectuée du 18 au 23 mai, le débat télévisé qui l'oppose à Lionel Jospin ayant lieu le 27 mai). Mais, en compensation, Simone Veil est plébiscitée par le RPR (elle passe de 69 % au baromètre de mars à 83 % en avril). Pour le reste, en matière d'avenir souhaité, J. Chirac est parfois talonné mais pas dépassé par R. Barre (sauf en septembre 1984), notamment parce qu'il est toujours plus massivement soutenu par les sympathisants RPR (moyenne de septembre à juillet : 90 %) que R. Barre ne l'est par ceux de l'UDF (moyenne : 78 %). En revanche, les RPR souhaitent davantage d'avenir à R. Barre (moyenne : 69 %) que les UDF n'en souhaitent à J. Chirac (moyenne : 64 %) (26). Quant à Valéry Giscard d'Estaing, malgré le succès de son livre, il stagne en quatrième position, un rôle important ne lui étant souhaité que par un Français sur trois.

(25) Sa cote d'avenir s'élève à 51 % (+ 23), bouge peu chez les communistes (+ 5), mais beaucoup chez les autres (PS + 22 ; UDF + 20 ; RPR + 22).

(26) Sur S. Veil, voir l'enquête SOFRES-journaux de province, 6 juin 1984. Sur la progression de R. Barre, SOFRES-journaux de province, 11 juillet 1984 ; SOFRES-Parisien Libéré, 7 septembre 1984 ; Gallup, Faits et opinions, L'Express, 16 septembre 1984.

Barre rattrape Chirac

GRAPHIQUE 6. — L'évolution de la cote d'avenir des dirigeants de l'opposition (SOFRES)

En termes de «bonne opinion» (IFOP), la hiérarchie s'établit différemment : 1) S. Veil : 48,5 % en moyenne pour l'ensemble de l'année ; 2) Raymond Barre : 45,5 % ; 3) V. Giscard d'Estaing : 41,3 % ; 4) Jacques Chirac, 38 %.

Au total, l'année politique 1983-1984 révèle continuités et ruptures, comme à chaque fois qu'une période politique paraît s'achever sans que la nouvelle soit tout à fait créée.

1) La troisième et dernière année du Gouvernement Mauroy a été placée sous le sceau de l'impopularité absolue des gouvernants, inaugurée au printemps 1983 avec l'adoption du plan de rigueur.

2) L'extrême droite apparaît sur la scène de l'opinion publique. Le jeu égal avec le PC, obtenu par le Front national lors du scrutin européen, se retrouve dans les sondages politiques.

3) L'opposition parlementaire paraît plus stable qu'elle ne progresse. La cote de ses partis gagne quelques points, la cote d'avenir de ses leaders reste éte.